

**Assemblée générale**

Distr. générale  
21 septembre 1998  
Français  
Original: anglais

**Cinquante-troisième session**

Point 96 a) de l'ordre du jour

**Formation et recherche : Université des Nations Unies****Université des Nations Unies****Rapport du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction .....	1–4	3
II. Réforme et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies .....	5–10	3
A. Groupe de la planification stratégique .....	5–7	3
B. Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales .....	8–10	3
III. Suivi des conférences des Nations Unies .....	11–17	4
A. Sessions extraordinaires de l'Assemblée générale .....	13	4
B. Futurs examens du suivi des conférences .....	14–16	4
C. Autres activités .....	17	5
IV. Les mécanismes permanents de l'ONU et l'Université des Nations Unies .....	18–21	5
A. L'Assemblée générale .....	18	5
B. Le Conseil économique et social et ses organes subsidiaires .....	19–21	5
V. Les programmes de recherche de l'Université des Nations Unies et leurs liens avec les travaux analytiques menés par des organismes des Nations Unies .....	22–24	6
VI. Coordination et interaction au sein du système des Nations Unies .....	25–37	6
A. Interaction avec le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies .....	25–27	6
B. Participation de l'ONU aux travaux du Comité administratif de coordination .....	28–29	7

C.	Interaction avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture .....	30-37	7
VII.	Conclusion .....	38	8

## I. Introduction

1. Dans sa résolution 51/187, l'Assemblée générale a notamment prié le Secrétaire général de continuer à améliorer l'interaction entre l'Université des Nations Unies (UNU) et les autres organismes des Nations Unies, d'assurer l'intégration des travaux de l'Université de manière à permettre aux organismes des Nations Unies d'en tirer davantage parti, et de lui présenter un rapport à ce sujet à sa cinquante-troisième session.

2. Le présent rapport doit être examiné parallèlement à celui du Conseil de l'Université des Nations Unies sur les travaux menés par cette dernière en 1997 (A/53/31), dont un chapitre passe systématiquement en revue les divers aspects de l'interaction entre l'Université et le système des Nations Unies. Les informations fournies ci-après complètent et actualisent les éléments figurant dans le rapport du Conseil et dans un rapport analogue que le Secrétaire général a présenté il y a deux ans à l'Assemblée générale (A/51/324).

3. L'évolution de la situation au cours des deux dernières années montre que les interactions de fond entre l'UNU et les organismes des Nations Unies continuent de s'intensifier à deux niveaux étroitement liés : l'apport d'une contribution aux délibérations et à la prise des décisions des organes intergouvernementaux de l'ONU, et la participation de plus en plus active de l'Université aux travaux des organismes des Nations Unies.

4. La nomination d'un nouveau recteur en septembre 1997 a contribué à renforcer la coopération de fond entre les organismes des Nations Unies et l'Université dans le domaine des politiques et des programmes. Le nouveau recteur a entamé une série de consultations intensives avec de hauts responsables de l'ONU en vue de déterminer les domaines dans lesquels l'Université pourrait, conformément au mandat que lui confère sa charte et dans le respect de l'autonomie dont elle jouit au sein du système des Nations Unies, apporter d'utiles contributions aux travaux de l'Organisation. Dans ce contexte, l'Université réexamine actuellement ses programmes de manière à pouvoir mieux servir d'intermédiaire entre l'ONU et les milieux universitaires mondiaux et de centre de réflexion pour l'Organisation. Parallèlement, elle met au point pour la période 1999-2002 un plan stratégique en vertu duquel elle doit s'appuyer sur les principes appelés à régir ses travaux aussi bien en tant qu'établissement universitaire qu'en tant qu'organisme des Nations Unies.

## II. Réforme et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies

### A. Groupe de la planification stratégique

5. La mise en oeuvre des propositions de réforme du Secrétaire général, en particulier celles qui relèvent de ses prérogatives (la création des Comités exécutifs et du Groupe de la planification stratégique, notamment) aura d'importantes incidences sur l'interaction entre l'Université et l'ONU.

6. La création du Groupe de la planification stratégique au Cabinet du Secrétaire général permettra d'établir un lien d'importance cruciale entre l'ONU, l'Université et les autres organismes de recherche des Nations Unies. Le Groupe s'occupera notamment de questions de fond prenant actuellement une importance majeure, coordonnera les rapports qui traitent simultanément de plusieurs grands secteurs ou grands groupes, assurera la liaison avec les groupes chargés de la planification des politiques dans d'autres organisations internationales, et contribuera à la coordination des stratégies dans le cadre des Comités exécutifs créés par le Secrétaire général – toutes tâches où le lien avec les centres nationaux de réflexion et les milieux universitaires représentés à l'UNU et dans d'autres établissements de recherche des Nations Unies est extrêmement important.

7. Conformément à son mandat, le Groupe de la planification stratégique travaillera en étroite collaboration avec l'Université des Nations Unies et son Conseil, d'une part, et les départements, programmes et fonds pertinents, d'autre part. L'Université sera ainsi intégrée dans un réseau de planification stratégique plus large, ce qui lui permettra, ainsi qu'aux milieux universitaires, de participer aux travaux d'orientation stratégique et de planification de l'ONU.

### B. Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales

8. Dans le domaine économique et social, le Secrétaire général a rassemblé les organismes concernés des Nations Unies au sein du Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales, où sont représentés non seulement le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Centre des Nations Unies pour les établissements humains et les commissions régionales, mais aussi l'Université des Nations Unies et d'autres

organismes de recherche et de formation des Nations Unies [Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW)].

9. L'Université des Nations Unies a apporté son concours sans réserve aux activités du Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales depuis la création de ce dernier. Outre qu'elle a participé régulièrement à ses délibérations, y compris celles qui concernaient l'élaboration de ses propositions globales au Secrétaire général, elle a apporté des contributions spécifiques à un certain nombre de ses projets, notamment en lui soumettant des propositions sur l'utilisation des «dividendes pour le développement».

10. L'ONU a beaucoup aidé le Comité exécutif à inciter les milieux universitaires, qui constituent un élément important et influent de la société civile mondiale, à participer à la formulation et à l'évaluation des politiques sociales, économiques et environnementales, ainsi qu'à leur concrétisation aux niveaux national, régional et interrégional. Dans ce contexte, elle a été priée par le Comité exécutif d'examiner et d'évaluer plusieurs grands rapports économiques phares de l'ONU en vue de formuler des recommandations qui permettent de mieux définir la portée de chacun d'eux et y apporter des améliorations.

### III. Suivi des conférences des Nations Unies

11. L'Université des Nations Unies a été étroitement associée au suivi de fond des grandes conférences organisées par les Nations Unies au cours des années 90. Durant la phase de suivi et de mise en oeuvre de ce type de conférences, elle peut jouer un rôle important, en particulier pour le renforcement des capacités et les évaluations d'impact. Elle devrait en particulier étudier les liens entre les aspects normatifs et les aspects opérationnels des conférences et sommets mondiaux pour faire en sorte que les engagements politiques pris au niveau international puissent se concrétiser sous forme de politiques et d'institutions nationales. En particulier, l'analyse de la manière dont les politiques et priorités nationales permettent d'atteindre les objectifs des conférences et l'évaluation de l'efficacité de leur suivi contribueraient à déterminer les domaines dans lesquels une intervention coordonnée des organismes des Nations Unies est le plus nécessaire.

12. L'évaluation des effets de cette intervention sur les efforts de suivi des pays et leurs résultats est d'un intérêt essentiel pour le système des Nations Unies puisqu'elle

permettrait de déterminer le degré d'efficacité de ses activités opérationnelles et leurs futures orientations. La recherche de méthodes d'évaluation adéquates et des moyens de faciliter les échanges d'informations et de bonnes pratiques de nature à renforcer la mémoire institutionnelle est très importante et exige davantage d'attention. L'ONU pourrait jouer un rôle très utile dans ce domaine.

#### A. Sessions extraordinaires de l'Assemblée générale

13. L'Université des Nations Unies a déjà participé au suivi de certaines conférences. Dans le cadre des préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, consacrée à un examen et une évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre d'Action 21, qui a eu lieu en juin 1997, elle a participé au suivi du chapitre 13 d'Action 21<sup>1</sup>, intitulé «Gestion des écosystèmes fragiles : mise en valeur durable des montagnes», en coopération étroite avec la FAO, qui avait été désignée organisme chef de file dans ce domaine. À cet égard, elle a apporté une importante contribution à la session spéciale en publiant, aux éditions B. Messerly et J. D. Ives, une étude intitulée *Mountains of the World – A Global Priority* (Montagnes du monde, une priorité).

#### B. Futurs examens du suivi des conférences

14. Dans la perspective de la prochaine session extraordinaire, qui sera consacrée au suivi du Sommet mondial pour le développement social, et aura essentiellement pour objet de passer en revue et d'évaluer les résultats obtenus, l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (UNU/WIDER) parraine, avec la Division des politiques sociales et du développement social du Département des affaires économiques et sociales, une étude du mandat économique et social du système des Nations Unies et des institutions de Bretton Woods. Cette étude sera publiée en 1999 et utilisée lors des préparatifs de la session extraordinaire.

15. Le programme actuel du Réseau international pour l'eau, l'environnement et la santé (UNU/INWEH) a essentiellement pour objet de renforcer les capacités, d'effectuer certaines recherches et de diffuser des informations en vue de faciliter la conservation et la mise en valeur des bassins hydrographiques des pays en développement. Il se compose essentiellement de projets d'évaluation et de protection des écosystèmes aquatiques, de traitement de l'eau et des eaux usées, et d'études de l'impact de l'eau sur la santé humaine.

Il a activement contribué aux travaux du Sous-Comité des ressources hydrauliques du Comité administratif de coordination (CAC) et à ceux de la Commission du développement durable qui, à sa sixième session, en 1998, a axé ses études approfondies sur la gestion de l'eau douce, dont elle a fait son thème sectoriel, et sur le transfert de technologie, le renforcement des capacités et la science et la sensibilisation, dont elle a fait ses thèmes intersectoriels.

16. Utilisant les résultats des études directives en cours sur les nouvelles technologies et leur impact sur les travailleuses, l'Institut de l'ONU pour les nouvelles technologies (UNU/INTECH) a établi en collaboration avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), pour le compte de l'Union internationale des communications (UIT), un document intitulé «Gender and telecommunications – An agenda for Policy», dont il a saisi la Conférence mondiale sur les télécommunications, tenue à Malte du 23 mars au 23 avril 1998. Ce document et les débats y relatifs ont abouti à l'adoption d'une résolution sur l'intégration d'une perspective sexospécifique dans tous les travaux de l'UIT.

### C. Autres activités

17. La sécurité alimentaire est au cœur du programme de l'ONU sur les sols et la diversité biologique, qui porte essentiellement sur la recherche appliquée, les démonstrations et le renforcement des capacités à petite et moyenne échelle, et qui a pour thèmes intersectoriels le développement participatif, les connaissances des populations locales et autochtones et le rôle des femmes dans la gestion des ressources naturelles. Ce programme devrait être la principale contribution de l'ONU aux travaux de la huitième session de la Commission du développement durable, qui se tiendra en l'an 2000 et dont le thème sectoriel sera «les ressources foncières» et le secteur économique/grand groupe sera l'«agriculture». La Conférence mondiale qui s'est tenue à Tokyo du 26 au 29 mai 1998 sur le thème «International Cooperation of cities and citizens for cultivating an ecosociety» a donné l'occasion au Département des affaires économiques et sociales, à l'ONU et à la municipalité de Tokyo, de collaborer. Elle a aussi permis un débat approfondi sur la coopération aux travaux de l'ONU concernant les mégapoles et le développement urbain.

## IV. Les mécanismes permanents de l'ONU et l'Université des Nations Unies

### A. L'Assemblée générale

18. L'Université aide en permanence les Deuxième et Troisième Commissions de l'Assemblée générale et le Conseil économique et social à renforcer leur interaction avec des experts et des établissements de recherche afin d'approfondir leurs délibérations de fond. C'est ainsi qu'elle a participé récemment à une série de réunions officielles d'information organisées par le Bureau de la Deuxième Commission au sujet de la mise en oeuvre de la résolution 52/179 de l'Assemblée générale intitulée «Partenariat mondial pour le développement : réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental». Au printemps 1998, les presses de l'ONU ont publié un ouvrage intitulé «International Cooperation in Developing Countries in a Year of Crisis», qui regroupe des articles sur la crise financière et monétaire internationale de 1997 dans la perspective de l'examen, par la Deuxième Commission, du point de l'ordre du jour relatif au financement du développement. L'ONU devrait continuer à contribuer à la planification et au financement de manifestations analogues à l'avenir, en étroite coopération avec le Département des affaires économiques et sociales.

### B. Le Conseil économique et social et ses organes subsidiaires

19. L'UNITAR et l'ONU ont organisé une série annuelle de séminaires et d'ateliers destinés à fournir aux représentants des États Membres de l'ONU à New York tous les éléments nécessaires pour bien comprendre les questions liées au développement durable, en particulier les liens entre l'élaboration et l'application des politiques. Le premier de ces séminaires/ateliers, qui s'est tenu le 16 mars 1998, portait essentiellement sur les faits nouveaux survenus dans le domaine de la planification au niveau national. Le deuxième, qui avait été planifié et organisé en étroite coopération avec la Division du développement durable du Département des affaires économiques et sociales et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), visait à examiner les politiques et pratiques en vigueur en matière d'éducation dans le domaine du développement durable. Les résultats de cette réunion ont été portés à l'attention de la Commission du développement durable lorsqu'elle a examiné à sa sixième session, en 1998, le chapitre 36 d'Action 21 sur la promotion de l'éducation, de la sensibilisation du public et de la formation. Le dernier séminaire pour 1998, qui est en préparation, aura lieu au début de l'automne, pendant la

cinquante-troisième session de l'Assemblée générale et traitera de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques<sup>2</sup>. Les représentants des États Membres à New York se sont félicités de l'opportunité et de la pertinence de ces manifestations en ce qui concerne leurs travaux. L'UNITAR et l'ONU envisagent activement l'organisation de séminaires et ateliers analogues dans les années à venir.

20. L'Institut de l'ONU pour les nouvelles technologies a secondé la Commission de la science et de la technique au service du développement en participant à certaines de ses réunions et en tenant à sa disposition toute la documentation et toutes les informations qu'il a établies ou fait établir aux fins d'un cadre de travail adapté aux techniques d'information.

21. Il a conseillé la Commission sur des questions sexospécifiques liées aux techniques d'information, et une fonctionnaire de l'Institut a assuré la présidence du Comité consultatif sur les questions de parité entre les sexes.

## **V. Les programmes de recherche de l'Université des Nations Unies et leurs liens avec les travaux analytiques menés par des organismes des Nations Unies**

22. Des travaux de recherche sont actuellement menés par divers éléments du système de l'Université des Nations Unies en collaboration avec, notamment, le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, la CNUCED, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), UNIFEM, les commissions régionales, l'Organisation internationale du travail (OIT), la FAO et l'UNESCO.

23. L'Université des Nations Unies et le Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat travaillent conjointement à l'élaboration du projet de l'ONU sur les «bases de la paix».

24. La coopération entre l'ONU et le PNUE a permis d'inclure le projet de l'ONU intitulé «Population, aménagement du territoire et modifications de l'environnement» (ONU/PLEC) dans le portefeuille de projets du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Ce dernier a annoncé le versement d'une contribution de 6,17 millions de dollars des États-Unis à ce projet, qui sera exécuté par le PNUE en association avec le FEM.

## **VI. Coordination et interaction au sein du système des Nations Unies**

### **A. Interaction avec le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies**

25. Des consultations officieuses sur des questions de fond se tiennent régulièrement entre le recteur et d'autres membres de la direction de l'ONU, d'une part, et, d'autre part, des fonctionnaires de rang supérieur de l'Organisation des Nations Unies. Plusieurs de ces réunions ont été organisées en vue de l'élaboration du plan stratégique de l'Université. Elles ont abouti à un remaniement des programmes de l'ONU qui sont aujourd'hui axés sur deux thèmes principaux : paix et conduite des affaires publiques, et développement durable. Les questions intéressant directement l'Organisation des Nations Unies ont fait l'objet d'une attention accrue et les éléments des études de l'ONU portant sur des questions de politique générale ont été renforcés. Cela a été le cas en particulier du programme de l'ONU sur la paix et la conduite des affaires publiques, qui traite notamment des questions suivantes : incidences de l'évolution de la notion de démocratie, évaluation de la culture d'entreprise du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et formes et modalités de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales dans le domaine des opérations de maintien de la paix.

26. Les activités de recherche, de formation, de renforcement des capacités et de diffusion des connaissances menées par l'ONU dans le domaine de l'environnement s'inspirent des principes généraux d'Action 21. Après la tenue de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, l'Université des Nations Unies a élaboré un projet définissant les trois rubriques étroitement liées devant servir d'axe principal aux programmes de l'Université : la restructuration écologique, compte tenu en particulier des mutations technologiques, économiques et sociales; la capacité des écosystèmes (c'est-à-dire leur capacité de tolérer et de contrer les interventions humaines ou les bouleversements dus à des causes naturelles); et la gestion de l'environnement (c'est-à-dire les moyens, normes, procédés et institutions permettant aux pouvoirs publics et à la société civile de gérer le développement d'une manière qui soit écologiquement viable).

27. Depuis 1996, l'Université des Nations Unies participe pleinement au programme de congés sabbatiques des Nations Unies. Un représentant de l'ONU siège au comité de sélection de ce programme et l'Université s'est déclarée prête à mettre

à la disposition des candidats les services d'appui nécessaires.

## **B. Participation de l'UNU aux travaux du Comité administratif de coordination**

28. Conformément à la marche à suivre définie par le Secrétaire général dans son précédent rapport à l'Assemblée générale (A/51/324, par. 32 à 35) puis approuvée par le Comité administratif, l'Université des Nations Unies est systématiquement tenue informée du programme de travail du CAC, afin qu'elle puisse faire bénéficier le Comité de ses activités de recherche lorsque des points inscrits à l'ordre du jour peuvent faire l'objet d'une contribution particulièrement importante de sa part. Il a en outre été prévu d'organiser des consultations périodiques entre le recteur de l'Université et des membres du CAC en vue de recenser les thèmes de recherche que l'UNU se propose d'inscrire à son programme de manière à contribuer le plus possible aux activités du système. Dans ce contexte, l'Université a participé aux travaux de la session d'automne 1997 du CAC.

29. Comme par le passé, l'Université des Nations Unies a participé activement aux travaux des organes subsidiaires du CAC, et plus particulièrement à ceux de ses trois sous-comités traitant respectivement de la nutrition, des ressources hydrauliques et des femmes.

## **C. Interaction avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture**

30. Les liens qui unissent les deux institutions sont réguliers, nombreux et diversifiés. On trouvera dans les paragraphes ci-après quelques exemples concrets de la coopération qui s'exerce entre l'UNU et l'UNESCO dans les domaines de l'éducation, de la science, des sciences sociales, de la culture et de la communication.

31. L'UNU et l'UNESCO, en coopération avec l'Association des universités de l'Asie et du Pacifique, ont organisé au siège de l'UNU à Tokyo, en juillet 1997, une Conférence sur les stratégies nationales et la coopération régionale à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, dans la perspective du Congrès mondial de 1998 sur l'enseignement supérieur, qui doit avoir lieu à Paris en 1998. L'UNU est étroitement associée aux travaux de ce congrès mondial et il est prévu d'établir un forum UNESCO-UNU sur l'enseignement supérieur, chargé d'étudier de manière permanente les tendances de l'enseignement supérieur à l'échelle mondiale. L'accord conclu entre l'UNU

et l'UNESCO dans le cadre du programme de chaires UNITWIN/UNESCO aura pour effet de renforcer la décision du recteur de rétablir et de développer le système des institutions associées de l'UNU. Grâce au réseau sur l'éducation au service de la paix, les droits de l'homme et la démocratie, les communications, le développement durable, l'enseignement supérieur et le téléenseignement, l'UNU aura un accès automatique à diverses institutions d'enseignement supérieur réparties dans le monde entier.

32. L'UNESCO et l'UNU ont assuré, en collaboration avec l'Académie des sciences du tiers monde, la promotion du Programme de coopération Sud-Sud pour un développement socioéconomique écologiquement rationnel dans les zones tropicales humides, dans le cadre duquel un séminaire a été organisé en décembre dans la province du Yunnan (Chine). L'apport de l'UNU à ce séminaire est essentiellement provenu du PLEC.

33. Le Centre international de physique théorique (CIPT) collabore, sous les auspices de l'UNESCO, avec l'Université des Nations Unies au titre de son projet intitulé «Microprocesseurs et informatique».

34. L'UNU et l'UNESCO ont signé un accord portant création d'une chaire UNESCO-UNU/Association de droit international dans le domaine de la formation des dirigeants.

35. L'Institut des hautes études de l'UNU et l'UNESCO ont signé un accord portant création d'une chaire UNESCO-UNU/IAS d'économie mondiale.

36. L'UNU et le Gouvernement namibien ont commencé à travailler sur les aspects théoriques et pratiques de l'élimination complète des émissions de polluants en Afrique dans le cadre de l'accord, signé en 1996, portant création d'une chaire UNU-UNESCO.

37. L'UNU et l'Université de Beijing (Chine) ont continué à travailler dans le cadre de l'accord portant création de la chaire UNU-UNESCO de biotechnologie végétale.

## **VII. Conclusion**

38. Les mesures novatrices qui ont été instituées progressivement pour renforcer l'interaction entre l'UNU et les organismes des Nations Unies ont été d'un grand profit mutuel. Des dispositions sont prises pour faire mieux connaître les travaux de l'UNU. Les activités d'information menées par l'UNU visent à mieux mettre en relief ses programmes d'études et ses réalisations. D'une manière générale, on s'emploie à accroître la qualité et la quantité du

matériel d'information destiné tant aux médias, aux instituts universitaires et aux organisations non gouvernementales qu'au grand public. L'UNU s'efforce tout spécialement de renforcer le prestige de l'Université dans le pays hôte et à New York. Au Siège de l'Organisation des Nations Unies, des rencontres publiques sont organisées depuis février 1995 afin de faire connaître aux spécialistes et aux chercheurs les résultats des travaux menés par l'UNU. Ces rencontres ont réuni au total 2 000 participants du Secrétariat de l'ONU, des missions permanentes, d'organisations non gouvernementales et d'institutions universitaires.

#### *Notes*

<sup>1</sup> *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I : *Résolutions adoptées par la Conférence*, résolution 1, annexe II.

<sup>2</sup> A/AC.237(Part II)/Add.1 et Corr.1, annexe I.